

La fachosphère légalise l'assassinat

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 07 août 2020

Un pas décisif vient d'être franchi par des députés imbibés à la fois de stalinisme et de nazisme, et utilisant avec succès les méthodes de ces deux idéologies dramatiques. Parmi ces méthodes : imposer dictatorialement, et condamner à mort sans procès.

Au milieu de la torpeur estivale, et au milieu de la nuit du 31 juillet au 1er août, des députés ont voté une loi profondément ignoble, la pire des lois que l'on puisse imaginer dans un paysage législatif français qui promeut déjà le pire depuis un demi-siècle. **Désormais, il sera possible pour une mère de décider de l'assassinat de son enfant à naître, et cela jusqu'à la veille de sa naissance**, sous le motif policé « d'intervention médicale de grossesse pour détresse psychosociale », selon la novlangue en cours en Macronie. Une formule commode qui permet d'éviter d'appeler les choses par leur nom. Cette nuit du 31 juillet ressemble furieusement à une sorte de Nuit de Cristal à la française.

Parlons clairement. Une femme va accoucher dans huit jours, mais se sent « en détresse psychosociale ». Il lui semble urgent de supprimer son enfant. C'est son choix, c'est son droit, désormais. **Rien ne pourra légalement l'empêcher de le faire.** Il s'agit donc d'un assassinat de convenance, perpétré par des médecins complaisants. Staline et Hitler n'y auraient pas pensé. **La méthode est bien connue : on joue l'affect, l'émotion, la « détresse », impossible à définir, pour légitimer l'innommable.** Cette arme de manipulation a déjà été utilisée pour autoriser l'avortement en 1974 : pas question de changer une stratégie diabolique qui gagne, allons en marche vers le meurtre des enfants !

La question qui se pose est maintenant la suivante : allons-nous assister à ce massacre des innocents après avoir écrit quelques tribunes permettant de dire : nous avons fait ce qu'il fallait ? **À l'évidence, la réponse est dans la question : les tribunes ne suffisent pas.** Les lâchers de ballons et les manifestations bisounours non plus, d'ailleurs.

Face à un tel drame, sur lequel la droite, parlementaire ou civile, révèle son impuissance ou son désintéressement, nous avons le devoir d'agir avec force et puissance, quel que soit le prix à payer pour chacun d'entre nous. Ainsi, l'organisation d'une manifestation peut être utile, voire indispensable, à condition que celle-ci soit puissante et déterminée. Ce qui signifie que les lâchers de ballons et les bonnets phrygiens ne doivent pas en faire partie. En revanche, une telle manifestation doit par exemple se conclure par un sitting géant, à durée indéterminée, qui bloquera Paris. Le pouvoir doit comprendre que face à une loi aussi aberrante, nous ne lâcherons rien, quoiqu'il en coûte. Nous perdons tous les combats sociétaux depuis un demi-siècle : le combat contre le meurtre de l'enfant, à toutes les étapes de la grossesse, ne peut être perdu, sauf à accepter de vivre dans une société nazifiée au plus haut point.

Liberté politique a participé, depuis le début du siècle, à des dizaines et des dizaines de manifestations. Nous avons dit et écrit, en 2013, que les manifestations anti- Taubira ne pouvaient aboutir, car beaucoup trop légalistes. De même, afin de lutter contre l'inertie de la classe politique de la droite dite de gouvernement, nous nous sommes présentés à des élections pour montrer notre différence, notamment par rapport au parti Les Républicains, dont les positions, sur tous ces sujets, sont pour le moins problématiques.

Notre position actuelle est la suivante. Nous ne sommes pas prêts à participer à des manifestations gentillettes dont nous savons qu'elles ne donneront aucun résultat, et qu'**elles provoqueront cyniquement l'hilarité des libertariens de tous poils.** En revanche, nous sommes prêts à prendre toute notre part dans des mouvements comme celui que nous avons évoqué ci-dessus. Bien entendu, une manifestation puissante, se terminant par un sitting géant à durée indéterminée, pourrait–devrait – très utilement être accompagnée par la présence physique de la totalité de nos évêques, qui montreraient par là qu'ils acceptent de prendre de grands risques

personnels pour défendre réellement la vie. Jamais la situation n'a été aussi grave : les déclarations d'intention, aussi sympathiques soient-elles, n'ont plus aucun intérêt, seule une action massive fera reculer (peut-être) la fachosphère macronienne.

François Billot de Lochner

Président de Liberté politique